

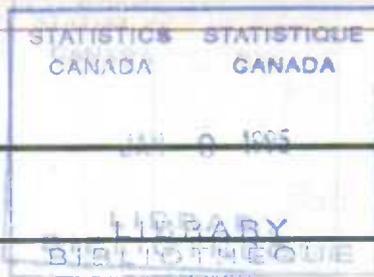


Le Quotidien

Statistique Canada

Le lundi 9 janvier 1995

Pour être diffusé à 8 h 30



COMMUNIQUÉ PRINCIPAL

● Permis de bâtir, novembre 1994

Les projets de construction de nouveaux logements ont diminué pour le cinquième mois d'affilée en novembre, en raison de la hausse des taux hypothécaires et de la faiblesse de la demande de maisons neuves et existantes.

2

AUTRE COMMUNIQUÉ

Caisses de retraite en fiducie: statistiques financières, 1993

5

NOUVELLES PARUTIONS

6



Info-voyages

Hiver 1995

L'article principal de l'édition de l'hiver 1995 de la publication *Info-voyages*, le bulletin trimestriel d'information de Statistique Canada sur le tourisme, présente un profil des Américains en voyage au Canada.

À chaque trimestre, *Info-voyages* analyse les tendances des voyages internationaux et de l'Indice des prix des voyages. On y présente également les plus récents indicateurs du tourisme, ainsi que des renseignements sur les produits et services de Statistique Canada dans le domaine du tourisme.

L'édition de l'hiver 1995 de la publication *Info-voyages*, vol. 14, n° 1 (87-003, 10\$/40\$) est maintenant disponible. Voir «Pour commander les publications».

Pour plus de renseignements, communiquez avec Lise Beaulieu-Caron au (613) 951-1673, Division de l'éducation, de la culture et du tourisme. Télécopieur: (613) 951-2909.



Statistique Canada

Statistics Canada

Canada

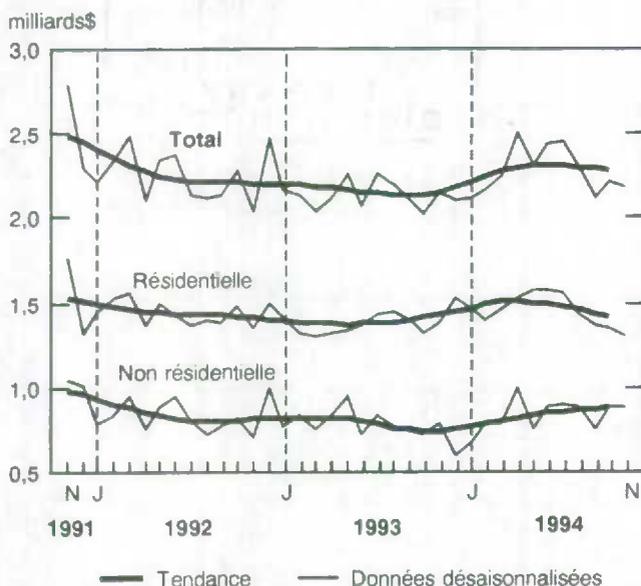
COMMUNIQUÉ PRINCIPAL

Permis de bâtir

Novembre 1994

Les projets de construction de nouveaux logements ont diminué pour le cinquième mois d'affilée en novembre, en raison de la hausse des taux hypothécaires et de la faiblesse de la demande de maisons neuves et existantes.

Valeur des permis de bâtir émis



Les municipalités ont émis des permis de bâtir pour une valeur de 2 170 millions\$ en novembre, un recul de 1,7% par rapport à octobre. La baisse de 2,6% dans le secteur résidentiel explique en majeure partie la diminution de la valeur totale des permis de bâtir observée en novembre.

Depuis juin, la valeur des permis de construction résidentielle a régressé de 17,2%, alors que la valeur pour les onze premiers mois de 1994 est encore supérieure de 6,6% à celle enregistrée à la même période en 1993.

Les projets de construction non résidentielle ont également fléchi légèrement (-0,3%) en novembre pour s'établir à 874 millions\$. Malgré ce repli, le niveau de novembre dépasse encore la moyenne mensuelle de 821 millions\$ pour 1994.

Note aux utilisateurs

Sauf avis contraire, les données présentées dans le communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite la comparaison par l'élimination de l'effet des variations saisonnières.

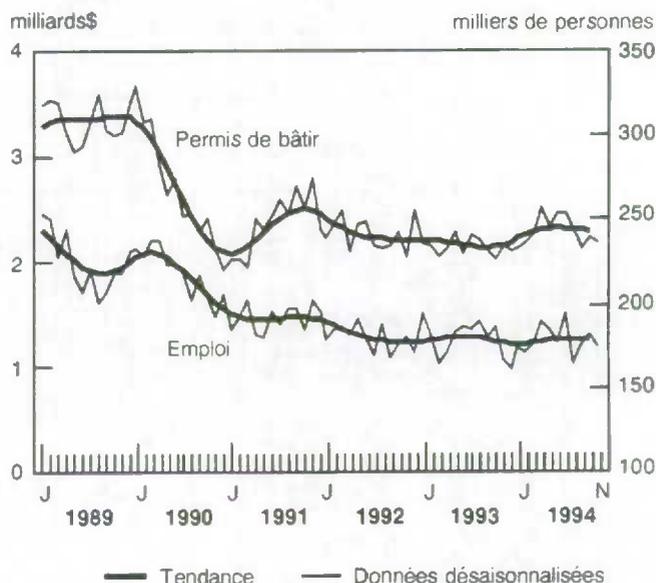
L'Enquête mensuelle sur les permis de construction et de démolition vise 2 400 municipalités représentant 93% de la population. Ses résultats fournissent un indicateur avancé de l'activité dans le domaine de la construction. Les municipalités qui forment les 7% résiduels de la population sont très petites, et leur niveau d'activité dans le secteur a une faible incidence sur l'ensemble.

La valeur des intentions de construction présentée dans le communiqué ne comprend pas les travaux d'ingénierie (aqueducs, égouts, ouvrages de drainage), ni ceux associés aux terrains.

Le nombre de logements autorisés signifie le nombre de logements pour lesquels la municipalité a permis la mise en chantier.

Le taux annuel est un chiffre mensuel corrigé des variations saisonnières et multiplié par 12 pour rendre compte des niveaux annuels.

Valeur totale des permis de bâtir et l'emploi dans la construction¹



¹ Enquête sur la population active excluant les projets d'ingénierie et l'installation de machinerie et d'équipement.

Les récentes diminutions de tous les projets de construction laissent prévoir un autre ralentissement de l'emploi dans la construction (à l'exclusion des travaux d'ingénierie et de l'installation de la machinerie et de l'équipement), particulièrement dans le secteur résidentiel.

Maintien de la tendance à la baisse des intentions de construction de logements unifamiliaux

La valeur des projets résidentiels, qui a accusé une autre baisse en novembre, a descendu de 2,6% pour s'établir à 1 296 millions\$ par rapport à octobre, en raison d'une diminution des projets de construction de logements unifamiliaux (-4,1%).

Après avoir montré des signes de reprise durant la première partie de 1994, la composante unifamiliale du secteur résidentiel (représentant 71% de la valeur totale des permis de bâtir) est en régression constante depuis juin 1994, s'étant repliée de 12,6%.

Malgré cela, pour les onze premiers mois de 1994, la valeur des permis de construction résidentielle dépasse de 6,6% celle observée durant la même période en 1993, en raison principalement d'une progression de 8,4% des projets de construction de logements unifamiliaux.

Quant aux unités de logement, le nombre annualisé émis en novembre a diminué de 6,6% par rapport à octobre pour se fixer à 128 000, soit le niveau le plus bas depuis janvier 1991. Les projets de construction d'unités de logement perdent

progressivement du terrain depuis le milieu de 1994, tant les logements unifamiliaux que multifamiliaux.

Les récentes baisses des projets de construction résidentielle se reflètent dans les derniers chiffres annualisés de la Société canadienne d'hypothèques et de logement sur les mises en chantier, lesquelles ont fléchi de 3,2% en moyenne au cours des deux derniers mois.

Raffermissement des intentions de construction dans le secteur industriel

En novembre, la valeur des permis de construction non résidentielle s'est élevée à 874 millions\$, soit un montant presque inchangé (-0,3%) par rapport à octobre. Les diminutions des projets de construction dans les secteurs commercial (-8,8%) et institutionnel (-7,7%) ont atténué la forte hausse des projets de construction industrielle (+26,8%).

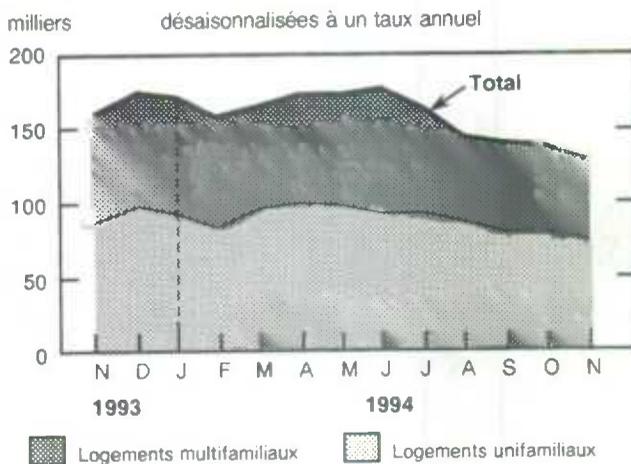
Grâce à la construction prévue de nouvelles usines dans le secteur de la fabrication, qui témoigne de la vigueur de la reprise économique, les intentions de construction industrielle ont atteint leur plus haut niveau depuis novembre 1990. Toutes les régions ont affiché des augmentations de plus de 40% en novembre, sauf le Québec (-17,5%), en raison du niveau exceptionnellement élevé enregistré en octobre.

Après un début modeste durant le premier semestre de 1994, les projets de construction non résidentielle sont en progression, affichant une hausse de 6,0% pour les onze premiers mois de 1994, comparativement à la même période en 1993. Cet accroissement est attribuable aux augmentations importantes des projets de construction dans les secteurs industriel (+23,4%) et commercial (+15,2%). Les gains dans ces deux secteurs ont aidé à contrebalancer la baisse appréciable de 15,9% des projets de construction dans le secteur institutionnel.

Augmentations dans les Prairies et en Colombie-Britannique en novembre

Comparativement à octobre, les seules augmentations de la valeur totale des permis de bâtir en novembre ont été observées dans les Prairies (+4,7%) et en Colombie-Britannique (+4,0%). L'accroissement dans les Prairies était particulièrement marqué dans le secteur non résidentiel (+8,8%), surtout pour la composante industrielle (+59,5%). En Colombie-Britannique, les gains de la valeur dans le secteur résidentiel (+40,8 millions\$) ont plus que compensé les pertes de la valeur dans le secteur non résidentiel (-20,8 millions\$).

Unités de logement



En revanche, le Québec a enregistré la plus forte baisse (-9,9%) de la valeur totale des permis de bâtir, laquelle s'est traduite dans les deux secteurs.

Pour les onze premiers mois de 1994, la valeur de tous les permis a progressé dans toutes les régions par rapport à la même période en 1993. La hausse globale est principalement attribuable au secteur résidentiel en Ontario (+ 10,0%) et au secteur non résidentiel au Québec (+ 7,5%).

Données stockées dans CANSIM: matrices 80 (niveaux 3 à 7 et 16 à 22), 129, 137, 443, 989 à 992, 994, 995 et 4073.

Le numéro de novembre 1994 de *Permis de bâtir* (64-001, 24\$/240\$) paraîtra le 13 janvier.

Les estimations sur les permis de bâtir pour décembre seront diffusées le 3 février 1995. Voir «Pour commander les publications».

Pour obtenir des précisions, communiquez avec Joanne Bureau au (613) 951-2583. Pour des renseignements analytiques, communiquez avec Nathalie Léveillé au (613) 951-2025, Section des indicateurs courants de l'investissement, Division de l'investissement et du stock de capital.

Valeur des permis de bâtir

Régions et types de construction	Novembre 1993	Août 1994	Septembre 1994	Octobre 1994	Novembre 1994	Novembre 1993 à novembre 1994	Octobre 1994 à novembre 1994
données désaisonnalisées							
	millions\$				variation en %		
Canada	2 150	2 288	2 109	2 207	2 170	0,9	-1,7
Résidentielle	1 370	1 414	1 360	1 331	1 296	-5,4	-2,6
Non résidentielle	780	874	749	876	874	12,0	-0,3
Atlantique	114	114	128	119	118	3,7	-1,2
Résidentielle	76	74	74	74	68	-9,8	-7,9
Non résidentielle	38	40	54	45	50	30,4	9,8
Québec	421	482	424	500	451	6,9	-9,9
Résidentielle	248	263	234	272	250	0,8	-8,2
Non résidentielle	173	220	189	228	200	15,7	-12,1
Ontario	691	865	881	779	758	9,6	-2,7
Résidentielle	414	550	574	491	442	6,7	-10,1
Non résidentielle	277	314	308	287	316	13,9	9,9
Prairies	290	298	268	312	327	12,7	4,7
Résidentielle	198	167	164	163	164	-17,1	1,0
Non résidentielle	92	131	104	149	163	76,6	8,8
Colombie-Britannique^{1,2}	634	529	408	497	517	-18,4	4,0
Résidentielle	434	360	314	331	372	-14,4	12,3
Non résidentielle	200	169	93	166	146	-27,2	-12,5

¹ Les permis de bâtir émis pour le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest sont compris dans la région de la Colombie-Britannique.

² La grève récurrente des employés de la municipalité de Vancouver qui a débuté en septembre dernier a résulté en un flux irrégulier des permis de bâtir émis et s'est traduite en un comportement inhabituel des permis de bâtir autorisés pour cette région urbaine.

Note: Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

AUTRE COMMUNIQUÉ

Caisses de retraite en fiducie: statistiques financières

1993

L'actif des caisses de retraite en fiducie, le deuxième en importance après celui des banques à charte, représente une des plus importantes réserves de capitaux au Canada. Ces caisses détiennent près des deux tiers de l'actif de tous les régimes enregistrés de pension. À la fin de 1993, la valeur marchande de l'actif détenu par les caisses en fiducie atteignait presque 312 milliards\$, ayant augmenté de 20% en regard de 1992. Cette croissance était la plus forte à être enregistrée depuis 1985. (Le calcul de cette comparaison d'une année à l'autre ne tient pas compte des quelques grosses caisses du secteur public qui ont été ajoutées à l'univers en 1993.)

La prospérité du marché boursier en 1993 a été grandement responsable de la croissance substantielle de l'actif et du revenu total, plus particulièrement des bénéfices sur la vente de titres. Ces bénéfices représentaient 23% du revenu total en 1993 et s'élevaient à 9,6 milliards\$, soit presque deux fois le sommet enregistré auparavant.

La proportion de l'actif total détenu sous forme d'actions (en valeur marchande) a continué de grimper, passant d'environ 30% au milieu des années 1980 à presque 36% en 1993. Cela est attribuable à

de plus fortes acquisitions d'actions ainsi qu'à une croissance de leur valeur. Les obligations constituaient toujours la plus importante part du portefeuille des caisses (41%).

À la fin de 1993, plus de 13% de la valeur marchande de l'actif était placé à l'étranger. Cette proportion n'a cessé d'augmenter, bien qu'elle demeurait toujours sous la limite alors légalement permise (18% de la valeur comptable de l'actif total).

Les caisses couvrant les employés du secteur public détenaient plus de 60% de l'actif de l'ensemble des caisses de retraite en fiducie. Les portefeuilles des deux secteurs différaient dans le sens que les caisses du secteur privé détenaient une plus grande proportion de leur actif sous forme d'actions que d'obligations (39% contre 33%) alors que c'était le contraire dans le secteur public (45% en obligations et 34% en actions).

L'exemplaire de 1993 de *Caisses de retraite en fiducie: statistiques financières* (74-201, 42\$) paraîtra en mars 1995. Voir «Pour commander les publications». Des tableaux spéciaux sont maintenant disponibles.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Thomas Dufour au (613) 951-2088 ou Johanne Pineau au (613) 951-4034, Section des pensions, Division du travail. Télécopieur: (613) 951-4087. ■



1010730349

NOUVELLES PARUTIONS

Statistiques de l'énergie électrique, octobre 1994.

Numéro au catalogue: 57-001

(Canada: 11\$/110\$; États-Unis: 14\$/US/132\$US;
autres pays: 16\$/US/154\$US)

Info-voyages, hiver 1995.

Numéro au catalogue: 87-003

(Canada: 10\$/40\$; États-Unis: 12\$/US/48\$US; autres
pays: 14\$/US/56\$US)

Commerce de détail, octobre 1994.

Numéro au catalogue: 63-005

(Canada: 20\$/200\$; États-Unis: 24\$/US/240\$US;
autres pays: 28\$/US/280\$US)

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'"American National Standard for Information Sciences" – "Permanence of Paper for Printed Library Materials", ANSI Z39.48 – 1984.



Pour commander les publications

Simplifiez vos recherches en feuilletant le *Catalogue de Statistique Canada*, 1994 (11-204F, Canada: 15\$; États-Unis: 18\$US; autres pays: 21\$US). L'index des mots-clés vous aidera à trouver des données statistiques sur l'activité économique et sociale.

Commandez *Le Quotidien* et autres publications par téléphone:

Ayez en main: • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de VISA ou MasterCard.

Au Canada et aux États-Unis, composez: **1 (800) 267-6677**

Pour les autres pays, composez: **1 (613) 951-7277**

Ou envoyer votre commande par télécopieur: **1 (613) 951-1584**

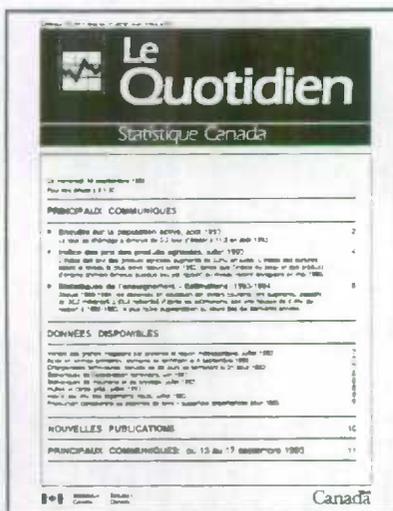
Pour un changement d'adresse: veuillez indiquer votre numéro de compte.

Pour commander par la poste, écrivez à: Ventas et services, Division de la commercialisation, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du Receveur général du Canada/Publications. Au Canada, ajoutez 7% de TPS.

Les centres régionaux de Statistique Canada offrent toute une gamme de produits et services.

Pour trouver le centre le plus près, consultez les pages bleues de votre annuaire téléphonique sous la rubrique «Statistique Canada».

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue: 11-001F. (Canada: 175\$; États-Unis: 210\$US; autres pays: 245\$US)

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour recevoir *Le Quotidien* via l'Internet, envoyez un message par courrier électronique à lstproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez: subscribe quotidien prénom et nom.

Rédacteur: Luc Tremblay (613) 951-1187

Chef de la Diffusion officielle: Jacques Lefebvre (613) 951-1088

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie, 1994. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada, K1A 0T6.